

Faire des études pour rester : parcours d'étudiants africains en France

Ekaterina Demintseva

DANS **MIGRATIONS SOCIÉTÉ 2014/6 N° 156**, PAGES 17 À 30

ÉDITIONS **CENTRE D'INFORMATION ET D'ÉTUDES SUR LES MIGRATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0995-7367

DOI 10.3917/migra.156.0017

Date de mise en ligne : 01/12/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-migrations-societe-2014-6-page-17?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'Information et d'Études sur les Migrations Internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

FAIRE DES ÉTUDES POUR RESTER : PARCOURS D'ÉTUDIANTS AFRICAINS EN FRANCE

Ekaterina DEMINTSEVA *

Depuis des décennies, les Africains, surtout ceux issus des anciennes colonies françaises, viennent se former en France : les premiers étudiants y firent leur apparition juste après la Première Guerre mondiale. Albert Sarraut, dans son livre *La mise en valeur des colonies françaises*¹, a abordé pour la première fois la nécessité de donner aux Africains une éducation européenne et leur possible participation au système administratif dans les colonies françaises en Afrique.

Même si l'on peut compter sur les doigts de la main les Africains qui, à cette époque-là, ont fait leurs études en France, cette première vague d'étudiants fut pourtant à l'origine des mouvements qui ont par la suite déterminé le destin même de l'Afrique noire : « On trouve également à Paris les pionniers d'une intelligentsia africaine en exil : 63 étudiants en 1926 c'est peu, mais cette poignée d'hommes constitue dans l'entre-deux-guerres l'armature des organisations politiques et culturelles »². Pour les jeunes Africains, la France est devenue le point de départ de leur future carrière politique qu'ils rattachaient, d'une manière ou d'une autre, à leur pays : « Dans l'entre-deux-guerres, Paris avait vu naître les premiers mouvements intellectuels et politiques noirs, partagés entre un pôle révolutionnaire et indépendantiste proche du mouvement communiste, et un pôle assimilationniste qui prônait l'égalité entre colonisés et métropolitains mais ne remettait pas en question la colonisation elle-même »³.

* Directrice de recherche, Haute École d'économie, Université nationale de recherche, Moscou.

Cet article a été réalisé dans le cadre de la recherche fondamentale de l'Université nationale de recherche, École des Hautes Études en sciences économiques.

1. SARRAUT, Albert, *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris : Éd. Payot, 1923, 656 p.
2. DEWITTE, Philippe, "Le Paris noir de l'entre-deux-guerres", in : KASPI, André ; MARÈS, Antoine (sous la direction de), *Le Paris des étrangers*, Paris : Imprimerie nationale, 1989, pp. 157-169 (voir pp. 160-161).
3. DEWITTE, Philippe, "Intellectuels et étudiants africains à Paris à la veille des indépendances (1945-1960)", in : MARÈS, Antoine ; MILZA, Pierre (sous la direction de), *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris : Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 319-342 (voir p. 320).

Après la Deuxième Guerre mondiale, pour la première fois en France, on assiste à la mise en place de bourses pour les étudiants issus des colonies françaises en Afrique, et le nombre d'Africains venus pour étudier dans les universités de la métropole augmente d'année en année. Après avoir obtenu leur diplôme, pratiquement tous les étudiants sont rentrés dans leur pays : durant cette période (1945-1960), les Africains ayant reçu une formation supérieure à l'étranger se sont vu confier un poste dans l'administration, « car, jusqu'alors, il n'avait pas encore été question de remplacer le personnel français, ni même dans la quasi-totalité des cas de l'égaliser : il fallait pour cela être citoyen français de métropole, ou à la rigueur de départements français assimilés, originaires du Sénégal, ou nationaux antillais »⁴, et dans la mesure où ils étaient peu nombreux à avoir fait des études, ils ont obtenu des postes dans les structures politiques de leur pays. « Les étudiants africains, qui ont vu leur nombre augmenter considérablement, passant de 2 942 en 1950 à 7 499 en 1955, jouent aussi un rôle dans cette évolution vers une exigence de séparation plus radicale avec la métropole. Réunis dans la Fédération des étudiants africains en France (FEANF), ils s'opposent parfois à leurs aînés, jugés trop accommodants avec la puissance tutélaire, et dénoncent les réformes qui visent à maintenir dans une entité française les pays africains devenus territoires d'outre-mer [...]. La plupart de ces leaders quittent la France à partir de 1960 pour occuper dans leurs pays des fonctions de pouvoir ou créer des mouvements d'opposition »⁵.

Après l'indépendance, les nouveaux États africains furent confrontés à la pénurie de cadres en mesure de travailler dans les organes du pouvoir et d'occuper les postes administratifs autrefois réservés aux Européens. Une des premières décisions prises par les États indépendants fut de créer un programme de formation des cadres et un programme de bourses pour que les jeunes puissent partir étudier à l'étranger. La France trouvant un intérêt à prendre une part de responsabilité dans le développement de ses anciennes colonies, tant le nombre de bourses offertes aux jeunes Africains pour étudier dans les universités françaises que celui des étudiants africains commença à augmenter.

4. COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, "Colonisation, coopération, partenariat : les différentes étapes (1950-2000)", in : SOT, Michel (sous la direction de), *Étudiants africains en France. 1951-2001. Cinquante ans de relations France-Afrique. Quel avenir ?*, Paris : Éd. Karthala, 2002, pp. 29-48 (voir p. 32).

5. BAROU, Jacques, "De l'Afrique à la France : une histoire séculaire", in : BAROU, Jacques (sous la direction de), *De l'Afrique à la France : d'une génération à l'autre*, Paris : Éd. Armand Colin, 2011, pp. 13-37 (voir pp. 24-25).

Nouvelle époque, nouveaux étudiants

De 2010 à 2012, nous avons fait une recherche à Paris et dans sa banlieue dans le but de comprendre qui sont ces migrants en provenance d'Afrique noire qu'on peut voir travailler sur les chantiers, comme vigiles à l'entrée des magasins, nounous, chefs d'entreprise ou banquiers prospères. Les sociologues français parlent ces dernières années de la transformation du profil de l'immigration africaine : si au milieu des années 1960-1970, il s'agissait principalement de paysans illettrés, employés dans les grandes entreprises et sur les chantiers, on peut parler aujourd'hui de l'apparition d'un nouveau type d'immigré. « *Sur l'ensemble de la population subsaharienne âgée de 30 à 49 ans, on note à la fois un taux élevé de personnes sans diplômes (34 %) et de diplômés du supérieur (27 %). 24 % ont un niveau BEPC, BEP ou CAP et 15 % un niveau baccalauréat* »⁶.

En partant des matériaux rassemblés lorsque nous travaillions sur ce thème — données scientifiques et entretiens avec nos collègues et amis — nous avons décidé de développer la recherche en procédant de deux manières : d'une part, en effectuant des entretiens semi-directifs avec ceux qui sont venus faire des études en France et ont ensuite décidé d'y rester ; d'autre part, en faisant plusieurs entretiens en groupe dans les "foyers maliens", lieu d'habitation des Africains qui sont venus en France pour gagner de l'argent et qui y vivent depuis plusieurs années. Dans le présent article nous n'aborderons que des résultats de recherche relatifs au premier groupe d'immigrés africains : les entretiens réalisés nous ont permis de retracer l'histoire de leur vie jusqu'à aujourd'hui et de connaître les relations qu'ils entretiennent avec leurs parents restés dans le pays d'origine et avec la société qui les a accueillis⁷.

Nos interlocuteurs étaient le plus souvent des jeunes hommes et des jeunes femmes âgés entre 30 et 40 ans (plus quelques personnes âgées entre 40 et 50 ans) vivant à Paris et dans sa banlieue. Au début, leur sélection a relevé du hasard, beaucoup d'entre eux nous ayant été recommandés par nos amis. Ensuite, par le bouche à oreille, nous

6. INSEE, *Les immigrés en France, édition 2005*, p. 95, cité par BAROU, Jacques, "De l'Afrique à la France : une histoire séculaire", in : BAROU, Jacques (sous la direction de), *De l'Afrique à la France : d'une génération à l'autre*, Paris : Éd. Armand Colin, 2011, p. 36.

7. Le lecteur peut prendre connaissance des résultats de la deuxième partie de l'étude dans DEMINTSEVA, Ekaterina, "Ignorer ou endurer le racisme : l'expérience vécue par les immigrés d'Afrique subsaharienne en France", *Migrations Société*, vol. 24, n° 144, novembre-décembre 2012, pp. 9-22.

sommes entrée en contact avec des amis de ceux qui nous avaient déjà accordé un entretien. Il nous a semblé que ce groupe d'âge convenait on ne peut mieux pour notre étude : nombre de ceux avec lesquels nous nous entretenions étaient déjà installés dans la vie et tous savaient déjà dans quel pays ils vivaient ; ils avaient pratiquement tous une famille, beaucoup ayant des enfants ; quant à la vie professionnelle, la plupart avaient déjà trouvé l'endroit où ils travailleraient et l'orientation de leur activité. Pour tous, pratiquement, le choix de leur résidence (quartier, maison, appartement) n'était plus fortuit, mais le résultat d'une chaîne d'événements qu'ils avaient vécus pendant plusieurs années. L'un avait un bon travail, un autre vivotait, passait d'un emploi précaire à un autre en s'appuyant jusqu'alors sur l'aide sociale de l'État.

Environ 20 entretiens ont été réalisés avec d'anciens étudiants, résidant à Paris et dans sa banlieue, chacun d'une durée de deux à trois heures. Avec beaucoup de personnes, la conversation continua après que l'entretien "officiel" enregistré sur un dictaphone eut fini, et nous avons transcrit par la suite ces conversations non enregistrées. Pendant certains entretiens, des collègues et des amis de nos interlocuteurs originaires également d'un pays africain se sont joints à la conversation.

Au cours de leur vie, la France a fait partie de l'histoire de leur famille. Leurs parents ont été ces mêmes étudiants africains qui, dans les premières années de l'indépendance de leur pays, ou peu de temps avant celle-ci, ont fait leurs études en France. Dans les années 1970, de retour dans leur pays, ils ont soit occupé dans l'administration les postes que le gouvernement leur avait promis, soit ont assumé la représentation de compagnies étrangères, soit encore ont créé leurs propres sociétés ou sont devenus médecins exerçant dans les meilleures cliniques. Certains ont pris place dans les couches politiques dirigeantes ; d'autres, comme ils l'affirment eux-mêmes, sont devenus « *les rares représentants de la classe moyenne africaine* ». Les parents de beaucoup de nos interlocuteurs se sont connus pendant leurs études en France, et leurs premiers enfants sont nés sur le territoire français. Dans la plupart des cas, les parents, après le retour dans leur pays, avaient poursuivi leur propre carrière, des nounous s'occupant des enfants et des domestiques de la maison.

Les parents avaient ainsi obtenu ce qu'ils attendaient de leur retour au pays : un travail prestigieux, une maison confortable, un niveau de vie élevé. En effet, arrivé dans un pays européen alors qu'il était

étudiant en médecine pour faire trois ans d'internat à l'hôpital, le diplômé africain qui rentrait dans son pays pouvait tout de suite prétendre à une place de chef de service dans une clinique en Afrique : ce fut le cas pour le père d'un de nos interlocuteurs, de retour au Cameroun. De même, les compagnies internationales employaient volontiers en Afrique les Africains "européanisés", qui connaissaient la spécificité des relations et les particularités culturelles des pays européens. Parmi les parents de nos interlocuteurs, plusieurs avaient travaillé pendant de nombreuses années dans ce type de compagnies dans différents pays d'Afrique.

Tous nos interlocuteurs ont passé leur enfance dans des maisons neuves construites pour eux dans les quartiers prestigieux des capitales africaines. Ils ont tous fréquenté des écoles et des lycées réputés, créés à l'époque de la colonisation pour l'administration française locale. Des "Blancs" faisaient aussi leurs études dans ces établissements : les enfants des cadres et des diplomates en poste dans le pays. Nombre de nos interlocuteurs nous ont assuré que ce n'est qu'en arrivant en France qu'ils avaient compris qu'ils étaient "noirs". Auparavant, ils ne se sentaient pas différents de leurs amis "blancs". Ils habitaient le même quartier, allaient à la même école, leurs parents travaillaient dans la même société : « *C'est en Afrique que j'étais "blanche"* », nous confie une immigrée originaire du Cameroun⁸. Beaucoup, parlant de leur vie dans leur pays, affirmaient qu'ils étaient des enfants privilégiés, les enfants de l'"élite".

L'un des premiers interlocuteurs que nous avons rencontrés en France lorsque nous menions notre étude fut S., l'ami d'un ami français ; à l'époque, il était âgé de 33 ans. Ses parents sont camerounais : « *Ils ont aussi fait leurs études en France. C'est là qu'ils se sont rencontrés. Ensuite, ils sont rentrés. Nous sommes cinq enfants, et tous nous avons quitté le Cameroun. Depuis 1974 mon père a une société d'ingénierie. Au Cameroun, nous avons trois maisons, deux dans des villes et une à la campagne. Notre famille vit bien là-bas* »⁹. En 1993 ses parents l'ont envoyé en France où il a d'abord habité chez un oncle, à Maisons-Alfort, dans la banlieue de Paris. Cependant, vivre à côté de ses cousins lui déplaisait, car selon ses dires, ils préféraient « *perdre leur temps dans la rue plutôt qu'étudier* », alors que lui, il étudiait à l'uni-

8. Entretien réalisé à Paris en 2011.

9. Entretien réalisé à Robinson en 2011.

versité, et pendant son temps libre, il était obligé de donner des cours particuliers pour gagner de l'argent pour se nourrir.

Ensuite il est parti vivre chez des amis, des Africains dont les parents avaient acheté un appartement dans la même banlieue. Vivre chez ces amis lui convenait mieux, car ils avaient tous passé leur enfance en Afrique, y avaient achevé le cycle secondaire puis étaient venus faire des études supérieures en France : « *Au Cameroun, j'ai étudié dans le lycée le plus réputé. On y donnait une très bonne formation ; je suis arrivé à Paris pour faire des études d'ingénieur. Je n'avais pas de bourse, je gagnais de l'argent en donnant des leçons privées de mathématiques aux élèves des grandes classes, je les préparais aux examens* ». Notons ici que, de l'aveu de certains de nos interlocuteurs, les lycées dans lesquels ils étudiaient en Afrique étaient meilleurs que ceux où allaient leurs cousins dans les environs de Paris.

Les amis avec qui S. vivait, des Camerounais, avaient passé de longues années au Nigeria où travaillaient leurs parents. Eux aussi avaient étudié dans les meilleurs établissements scolaires de ce pays avant de fréquenter des lycées français. En France, ils vivaient à plusieurs (frères et sœurs) dans un appartement de trois pièces au premier étage d'un immeuble d'habitation pour la classe moyenne. Ils poursuivaient tous des études, et même si leurs parents les aidaient en leur envoyant de l'argent, cela ne suffisait pas et ils faisaient tous des petits boulots. Aujourd'hui, S. vit, avec sa femme et ses trois enfants, près de Meudon dans un appartement qu'il a acheté : « *Mes amis sont, pour la plupart, tous camerounais. Ce sont mes amis d'école. Nous sommes tous restés ici. Nous nous retrouvons chaque premier vendredi du mois. Nous sommes 15. Plus nos épouses. Oui, on peut appeler cela du communautarisme. Oui, je vis dans ma communauté. Je m'y sens bien... Nous avons tous des liens d'amitié quand nous étions enfants* »¹⁰.

Sur 50 personnes ayant terminé le lycée en 1993 au Cameroun, seules deux y sont restées, les autres vivant aux quatre coins du monde. Tous les frères et sœurs de S. vivent aussi à l'étranger : « *Est-ce que j'étais décidé à rester dès le départ ? Non. Je vivais chez des parents à Maisons-Alfort. D'abord, j'étais dans les classes préparatoires en mathématiques. J'avais peu d'argent... Je me disais alors que quand j'aurais terminé mes études, je rentrerais à coup sûr chez moi. Rien ne me plaisait ici. Mais ensuite j'ai changé d'adresse, j'ai commencé à étudier, à faire des petits boulots. J'ai trouvé une copine, ma future femme [elle est née en*

10. Entretien réalisé à Robinson en 2011.

France, sa mère est française, son père camerounais]. Lorsque j'ai terminé mes études, j'avais déjà reçu des propositions de travail au Cameroun. Mais je n'y suis pas allé. Premièrement, je comprenais que si je partais, je perdrais ma copine. Deuxièmement, ce qui ne me plaisait pas dans le contrat qu'on voulait me faire signer à moi, un Camerounais, c'est que le salaire proposé était trois fois plus bas que celui proposé à un Français. J'étais indigène. Et on m'employait comme un indigène »¹¹.

Pour S., à l'instar des Africains qui, comme lui, sont venus en France pour étudier et qui sont restés pour y vivre et y travailler, le choix du pays de résidence s'est plutôt fait à la suite d'une série d'événements non prévus à l'avance. Beaucoup ont remarqué qu'il n'était pas dans leurs intentions de rester en France. Mais un bon travail, un mariage, la naissance d'enfants, un mode de vie organisé qu'ils auraient dû changer s'ils étaient revenus dans leur pays d'origine sont autant de facteurs qui expliquent pourquoi ils se sont installés en France. Et puis, ils maintiennent en permanence des liens avec leurs compatriotes — parents et amis — en se créant leur propre monde dans lequel ils participent à droits égaux aux processus qui ont lieu tant en France que dans les pays d'Afrique.

*

*

*

Néanmoins, les espoirs que les parents avaient placés dans leurs enfants sont loin de s'être tous réalisés. Il existe nombre de raisons pour lesquelles les étudiants africains ont abandonné leurs études, principalement d'ordre financier : souvent l'argent envoyé par les parents ne suffisait pas pour vivre à Paris, et la situation se compliquait du fait que chaque famille avait plusieurs enfants et que les parents s'efforçaient de les envoyer tous à l'étranger. Il y a eu des cas où les parents ont perdu leur travail en Afrique et n'ont pas pu continuer à financer le séjour de leurs enfants en France. Nombre d'étudiants ont alors décidé de travailler, mais ils s'inscrivaient tous les ans à l'université pour conserver leur titre de séjour. Beaucoup de nos interlocuteurs, qui ont aujourd'hui entre 30 et 40 ans, se souviennent : après avoir renoncé à faire des études supérieures, bien qu'inscrits officiellement chaque année à l'université, ils ont encore longtemps

11. Entretien réalisé avec S. à Robinson en 2011.

caressé l'espoir de pouvoir finir leurs cursus, car c'était bien pour cela que leurs parents les avaient envoyés en France.

En 2011, nous avons rencontré une jeune femme ressortissante de la République du Congo qui habitait Bobigny. C'était l'une de nos interlocutrices qui nous avait donné ses coordonnées, ajoutant que nous devions absolument la voir, car ses parents avaient fait leurs études en URSS dans les années 1970. Néanmoins, nous n'avons pas perçu d'enthousiasme chez cette jeune femme : à plusieurs reprises elle a refusé de nous rencontrer, et ce n'est qu'après de longues discussions qu'elle a fini par accepter. Nous avons appris par certaines de ses connaissances qu'elle était la fille de diplomates alors en poste dans un État membre de l'Union européenne. Elle vit aujourd'hui dans la banlieue de Paris avec ses deux filles. Son petit deux pièces, avec salon coin cuisine, se trouve dans un immeuble d'HLM de cinq étages. Elle nous a expliqué avec difficulté comment se rendre chez elle depuis le métro, car elle avait emménagé dans cet appartement deux jours seulement avant notre rencontre : « *Avant, je vivais dans un petit studio. Une de mes filles a 10 ans, l'autre 2 ans. Pendant deux ans, chaque jour, je téléphonais à la mairie pour obtenir cet appartement. J'y allais aussi chaque semaine, et j'ai fini par l'obtenir* ».

Elle nous raconte sa vie de mauvaise grâce. Une enfance heureuse au Congo : « *Je n'avais jamais fait dans la vie ce que j'ai été obligée de faire en France. Je ne faisais jamais le ménage. À la maison, il y avait toujours une femme de ménage, un chauffeur. Ici, comme vous voyez, nous vivons dans une résidence sociale [logement social]. Je fais tout moi-même* ». Ses parents partaient de temps en temps en mission et travaillaient dans des ambassades en Europe. Ils l'ont envoyée étudier en France, mais quelques années après, elle a eu un enfant et a laissé tomber ses études à l'université. À partir de ce moment-là, elle a vivoté en faisant de petits boulots. Lorsque nous lui avons demandé pourquoi elle préférerait rester en France, elle a répondu : « *Je préfère vivre ici qu'au Congo. La guerre, là-bas, a tout détruit. Tout le système. Je veux revenir en Afrique seulement si là-bas ce sera comme ici. La situation économique, les garanties sociales. Là-bas tout est désorganisé et il n'y a rien* ».

Pour elle, comme pour beaucoup d'autres Africains qui sont restés en France, ce qui importe surtout, c'est l'assurance que les enfants sont protégés par la société, la certitude qu'ils sont en sécurité. Ils sont convaincus qu'il vaut mieux pour les enfants grandir dans un pays où les

services médicaux et les prestations sociales sont garantis, qu'ils n'auront pas à craindre pour leur vie dans les rues de la ville.

Aujourd'hui, on peut rencontrer d'anciens étudiants africains tant dans les banlieues à forte population immigrée, dans des logements sociaux, que dans les banlieues habitées plutôt par la classe moyenne, où ils achètent des appartements. Au sein d'une même famille, un des frères peut habiter avec sa famille dans un tout petit appartement et travailler comme gérant dans un magasin-internet et un autre, ayant terminé ses études et obtenu son diplôme, réussir à vivre dans son propre appartement dans un bon ensemble immobilier et à travailler dans une grande banque française. Mais ni l'un ni l'autre ne s'apprête à rentrer dans son pays d'origine, l'argument étant toujours le même : « Là-bas, il n'y a pour moi aucune perspective ». Même ceux qui, apparemment, n'ont pas de perspectives en France — un travail précaire, un logement social, des problèmes pour obtenir leurs papiers — insistent sur le fait que l'absence de perspectives là-bas et ici n'a pas les mêmes conséquences. En France, leurs enfants ont au moins la possibilité de s'en sortir.

Bas niveau de formation supérieure ou absence de perspectives ?

Pour pratiquement tous nos interlocuteurs, émigrer en France n'a pas été leur projet personnel, mais celui de leurs parents qui voulaient, comme ils leur ont alors expliqué, leur donner une bonne éducation. Nos interlocuteurs nous ont assuré que depuis l'indépendance des pays africains, les universités n'ont pas réussi à atteindre le même niveau de qualité d'enseignement qu'en Europe et que leurs diplômes doivent aujourd'hui encore être validés dans les pays européens. C'est pour cela que, pour leurs parents, qui ont autrefois étudié en France, il semblait logique de les envoyer étudier en Europe.

« Chez nous, tous les parents ayant quelques moyens envoyaient leurs enfants à l'étranger, pour leur donner une bonne formation. Nous sommes cinq enfants dans notre famille, et tous nous sommes partis étudier en France. Au Cameroun il n'existe pas de bonnes universités ; en Afrique en général, il n'y a pas de bonnes universités. Pour recevoir une bonne formation, il faut aller en Europe, en Amérique, au Canada. Tous les enfants de notre famille, la plupart de mes condisciples, tous ceux qui avaient des moyens, ont quitté le pays »¹².

12. Entretien réalisé avec un patron de société à Robinson en 2011.

« Je suis arrivé en France à 14 ans. Je viens du Togo. Dans notre pays, les parents, pour peu que leurs moyens le leur permettent un peu, envoient les enfants étudier en Europe. C'était comme ça dans mon cas. Je vivais sans mes parents à Paris avec mes frères et sœurs. Les parents restaient avec les plus jeunes enfants au Togo »¹³.

Cependant, le manque d'universités et l'impossibilité de recevoir une bonne formation, de l'aveu même de nos interlocuteurs, n'étaient pas les seules raisons ni les raisons principales pour que les parents veuillent que leurs enfants quittent l'Afrique : « Pourquoi mes parents voulaient-ils que nous partions ? Parce qu'au Togo il ne se passe rien. Qu'a donné l'indépendance ? Rien. Le Togo s'est figé sur place. Là-bas il n'y a rien »¹⁴.

« Notre système politique est différent du système européen. Chez nous, nous avons un président qui contrôle tout. Si on le renverse, toute son équipe doit partir aussi. Mes parents travaillaient dans le gouvernement. Ils ont eu des problèmes lorsqu'un changement de direction a eu lieu dans le pays. Ils ont préféré que je parte »¹⁵.

« Mon père, lorsque je suis revenu d'Europe, travaillait dans une clinique publique au Cameroun ; il est devenu ensuite un médecin réputé, et lui et son collègue ont ouvert une clinique privée. Ils avaient des concurrents, une clinique du même type, appartenant au fils d'un des gouvernants du pays. Mon père n'a pas pu rivaliser avec lui. Il a dû fermer sa clinique, et il est mort peu après du coup reçu. Maman m'a rejoint à Paris »¹⁶.

L'instabilité de la situation politique et économique, la corruption, les affaires fondées sur les pratiques "informelles", toutes ces circonstances ont en leur temps poussé de nombreux parents à « prendre des assurances complémentaires » : acheter des appartements dans la banlieue de Paris, y envoyer leurs enfants pour y étudier. Nombreux sont ceux qui se souviennent de l'angoisse permanente de leurs parents pour eux, pour leur avenir, n'ayant, pour la plupart, aucune vision assurée de celui-ci. Ils notent aussi que, au départ, ils avaient l'intention de rentrer dans leur pays. Le climat, les difficultés de la vie quotidienne en France, les problèmes permanents pour renouveler les papiers, toutes ces circonstances faisaient que ces jeunes gens pensaient à l'Afrique avec nostalgie.

13. Entretien réalisé avec un patron de société, marié à une Française et vivant depuis 30 ans en France, à Robinson en 2011.

14. Entretien réalisé avec un homme d'affaires âgé de 38 ans à Robinson en 2011.

15. Entretien réalisé avec un Congolais à Bobigny en 2011.

16. Entretien réalisé avec un employé âgé de 35 ans à Paris en 2011.

D'autres raisons plus impérieuses expliquent aussi l'émigration africaine, telles que la guerre, un thème très présent dans les propos des ressortissants de la République démocratique du Congo, de la Côte d'Ivoire et de la République du Congo : « De 1969 à 1990, l'Afrique a connu 17 des 43 guerres civiles recensées dans le monde ; à partir de 1990, les conflits internes se sont multipliés. 27 pays sur 53 que compte le continent ont connu des situations de violence politique entre 1993 et 2002 ; aux troubles existant depuis déjà longtemps et de manière presque permanente au Mozambique, en Angola ou au Soudan se sont ajoutés les conflits du Rwanda, du Burundi, de la Sierra Leone et du Libéria. Ces conflits ont eu des effets sur les pays frontaliers qui, sans être véritablement déstabilisés, ont dû accueillir des populations fuyant des zones de combat »¹⁷.

En effet, la Somalie, la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo sont le théâtre des guerres civiles depuis de très longues années, et la République du Congo ou la Mauritanie, même si les situations sont plus stables, n'ont pas pu éviter des guerres civiles éclairs. Tous ces événements obligeaient et obligent encore des personnes appartenant à différentes couches de la société à prendre la fuite, et pour beaucoup, partir est la seule possibilité de trouver le salut : « Mes parents sont partis dans les années 1970, après leurs études en France, travailler sous contrat au Nigeria. Je suis passée par toutes les épreuves. Les guerres, les raids. Nous habitons dans des territoires protégés. Il y eut des périodes où nous attendions d'être évacués à cause de la situation difficile dans le pays. Lorsque j'ai eu 11 ans, mon père a compris qu'il ne pouvait plus avoir continuellement peur pour nous. Il nous a envoyés en France. Il a acheté un appartement dans la banlieue de Paris, nous a inscrit, mon frère et moi, en pension. Il a décidé qu'il était mieux et plus sûr pour nous de vivre en France »¹⁸.

Pour les parents de nos interlocuteurs, le départ de leurs enfants en Europe pour faire des études universitaires a été un moyen de leur laisser le droit de choisir entre l'immigration et le retour au pays ainsi que, le cas échéant, de leur permettre de s'intégrer peu à peu dans la société française. Étudiants (et pour certains encore lycéens), ces Africains, pendant les premières années de leur séjour en France, avaient des difficultés pour s'adapter au pays d'accueil ; cependant, avec le temps, ils ont pu organiser autour d'eux un espace confortable.

17. BAROU, Jaques, "De l'Afrique à la France : une histoire séculaire", art. cité, p. 16.

18. Entretien réalisé avec une employée âgée de 33 ans à Paris en 2011.

Beaucoup intégraient dans cet espace des Africains comme eux, des enfants de la classe moyenne africaine et des classes dirigeantes venus faire leurs études en France. Nombre de nos interlocuteurs affirment que, après avoir passé entre 5 et 10 ans en France, ils y avaient des amis et que le cercle de leurs relations sociales leur permettait de vivre “chez soi”, sans quitter l'Hexagone.

« Partir pour vivre »

Un homme d'affaires âgé de 38 ans déclare : « *Oui, nous faisons maintenant l'économie de la France. Nous labourons. Nous faisons cela pour que ce soit plus facile pour nos enfants. Pour qu'ils ne sentent plus cela sur eux. Il y a l'anecdote suivante : “Les gens sortent pour manifester dans la ville : ‘À bas les immigrés ! Ils mangent notre pain !’. Le maire de la ville chasse alors tous les immigrés. ‘Où peut-on trouver du pain ?’, s’interrogent les habitants. Le boulanger est parti, lui aussi”* »¹⁹.

Nos interlocuteurs ayant eu du mal à trouver du temps pour réaliser nos entretiens, nous allions souvent les voir sur leur lieu de travail pour leur parler pendant la pause du déjeuner. Beaucoup d'entre eux se disaient fiers de leurs fonctions, de leur lieu de travail, de l'entreprise qu'ils avaient créée. Leur vie en France avait parfois commencé soit dans des pensions privées bon marché, où ils se sont retrouvés lorsqu'ils étaient adolescents et où, pour la première fois, ils ont pris conscience qu'ils étaient “noirs”, immigrés, soit dans des appartements achetés par leurs parents, où ils sont en quelque sorte “en famille”, ce qui n'empêche pas la société de les percevoir comme des étrangers, des immigrés.

Trentenaires, certains de nos interlocuteurs nous ont parlé avec fierté de leurs réalisations, d'autres de leurs inquiétudes quant à l'avenir et de leur désir d'arriver à quelque chose. À la question « *Pourquoi êtes-vous restés ?* », tous ont répondu d'une seule voix, comme jadis leurs parents : « *Pour les enfants* »²⁰. « *C'est bien d'aller en Afrique pour les vacances. Là-bas il y a la famille, une grande maison. Nous y allons toujours pour Noël. C'est formidable* »²¹.

19. Entretien réalisé à Paris en 2011.

20. Entretien réalisé avec un homme d'affaires âgé de 33 ans à Robinson en 2011.

21. Entretien réalisé avec un employé âgé de 33 ans à Paris en 2011.

En conclusion de chaque entretien, nous avons toujours posé la même question : « Pensez-vous retourner un jour en Afrique ? ».

Pour la plupart de nos interlocuteurs, le pays natal en Afrique est resté “le pays de leur enfance”, où vivent encore leurs parents qu'ils vont voir de temps en temps. Beaucoup ont souligné qu'ils ne percevaient plus l'Afrique que comme un lieu de repos, où il fait toujours chaud, où il y a de bons produits, leur famille et leurs proches. Mais chaque année qui passe les éloigne de plus en plus de leur région natale, à laquelle ils trouvent une multitude de défauts, liés principalement à la vie politique et aux problèmes sociaux :

« Mes parents me rattachent encore au Togo. Lorsqu'ils mourront, je ne sais même pas si je continuerai à aller là-bas. Rien ne m'y retient. Tous mes amis sont ici. Je vis ici. C'est ici qu'est ma maison »²².

« Aucun d'entre nous ne veut rentrer définitivement. En Afrique il n'y a rien à faire. En 50 ans d'indépendance, elle n'a pas avancé. Elle est restée telle qu'elle était. Nous avons seulement un président noir. Il fait de l'argent sur le dos de l'État. Il en donne une partie aux Européens. Et rien au pays. Je suis triste quand je vois le pont dans la ville où vivent mes parents. Il a été construit par les Allemands il y a très longtemps et tombe en ruines. Mais personne ne s'en occupe »²³.

« Seulement si là-bas tout était comme en France. Les mêmes prestations sociales, les soins médicaux, pas de coupures d'eau et d'électricité. Peut-être que cela arrivera quand nos enfants auront grandi. Je ne leur interdirai pas alors d'y retourner »²⁴.

« Celui qui rentre là-bas, ses parents se trouvent encore au pouvoir. Par exemple, le père travaille dans un ministère, il fait revenir son fils et celui-ci va travailler au ministère. Ensuite, le fils occupera sa place. Sinon, ça n'a pas de sens »²⁵.

Nombreux sont ceux qui partent en vacances, visitent leur parentèle et qui publient après sur les “réseaux sociaux” des photos des plages africaines et des enfants souriants. Ils ne veulent pas et ne peuvent pas vivre dans leur pays natal, car ils ne connaissent pas et ne veulent pas accepter les “règles du jeu” en vigueur là-bas. Se trouvant

22. Entretien réalisé avec un homme d'affaires âgé de 37 ans à Paris en 2011.

23. Entretien réalisé avec un homme d'affaires âgé de 33 ans à Robinson en 2011.

24. Entretien réalisé avec une jeune femme chef d'entreprise âgée de 34 ans à Paris en 2011.

25. Entretien réalisé avec un homme d'affaires âgé de 30 ans à Bobigny en 2011.

depuis leur adolescence dans un pays où la notion de démocratie n'est pas qu'un mythe, où les gens vivent selon des règles fixées par la loi, ils ne peuvent imaginer rentrer dans leur pays où seul le terme "République" dans la dénomination du pays leur rappelle les attentes qui faisaient vivre leurs parents au milieu du siècle dernier.

À la différence des Africains qui ont terminé leurs études dans les universités françaises en 1960-1970, leurs enfants ne se fixent pas pour but de créer un nouvel État indépendant dans lequel ils pourraient, par leurs propres forces, forger une nouvelle société. Les jeunes Africains âgés de 30 à 40 ans vivant en France ne nourrissent pas d'illusions concernant leur propre pays d'origine ou le pays d'origine de leurs parents, reconnaissant au cours des entretiens les difficultés auxquelles se heurtent les États africains aujourd'hui : corruption, économie de l'ombre, machinations politiques et économiques.

À la différence de leurs parents, ils ne nourrissent pas d'espoir en matière de changement de la société africaine et préfèrent vivre dans un pays européen, où ils comprennent tant les "règles du jeu" des politiques que celles de leurs propres voisins.

